

## L'AUTRE DETTE !

Le dernier sommet de Rio, on le sait, s'est soldé par ce qu'il faut bien appeler un échec. Cette rencontre a, montré qu'il fallait encore et encore compter avec l'égoïsme des nations et confirmé l'emprise des approches néo-libérales dans la conduite de la gouvernance mondiale qui se cherche.

La "taxe carbone" destinée à lutter contre le réchauffement climatique en est un exemple. Elle a vite été perçue comme un "droit à polluer" moyennant finance et de nombreuses dispositions, inspirées par le F.M.I et l'O.M.C, tant pour instaurer des "quotas" que pour "breveter le vivant", ont confirmé des pratiques qui, insensiblement et de proche en proche, contribuent à la financiarisation du monde.

Si, hier, il était inconcevable que l'avenir de la France puisse se jouer "à la corbeille", comme le rappelait le Général De Gaulle, demain, l'avenir de la planète et, donc, celui de l'humanité qui l'habite, devront-ils être laissés entre les mains du marché et soumis aux seules lois de la finance ?

La bourse ou la vie ? Formuler le problème en ces termes n'apparaîtra excessif ou caricatural qu'à ceux qui n'ont pas encore pris au sérieux l'importance de la **dette écologique** que nous allons léguer à nos descendants.

Cette dette, vis-à-vis de laquelle nous avons un impérieux devoir de vérité, on en parle peu. Il s'agit là pourtant d'une dette dont on a toutes les bonnes raisons de penser qu'elle va encore s'aggraver du fait de mécanismes de rétroaction et d'effets en boucle consécutifs au réchauffement climatique et à l'érosion de la biodiversité. Des spécialistes de ces questions nous mettent maintenant en garde contre un véritable risque d'emballement échappant à tout contrôle...

Ces atteintes au fonctionnement naturel de l'écosystème terrestre auront des conséquences d'une toute autre ampleur que la dette financière dont il est fait si grand cas. Elles portent en effet préjudice à la vie et donc à toutes les activités économiques qui en dépendent, nous ne sommes pas en mesure de les chiffrer. Elles engendreront aussi, comme on le pressent avec l'exode de ceux que l'on désigne déjà sous le vocable "d'éco-réfugiés", des désordres géopolitiques d'un type nouveau, aux conséquences imprévisibles.

Cette dette écologique, n'est même pas chiffrable et aucun stratagème d'ordre monétaire, financier, boursier ou politique, jamais ne pourra la résorber.

L'échec répété des grand-messes internationales ne doit cependant pas susciter notre résignation. N'attendons pas, pour agir, que nos chefs d'états soient à nouveau amenés à se réunir "au chevet de la Terre" – pour reprendre l'expression qu'ils utilisèrent à Rio en 1992 – agissons au quotidien pour favoriser l'émergence d'une conscience citoyenne élargie à l'ensemble de la planète et attachons nous à renforcer les associations et les ONG qui contribuent à favoriser la **Transition** vers des systèmes plus économes des ressources et plus respectueux des mécanismes naturels. Ne perdons aucune occasion de rappeler que le redoutable pouvoir dont nous disposons aujourd'hui, du fait des formidables avancées de la techno-science, nécessite une vigilance accrue et un supplément d'âme. Repenser notre relation à la Terre devient un nouvel **impératif moral**. Il y a urgence à porter sur elle – notre matrice commune – un autre regard, voire même, n'ayons pas peur des mots, à la considérer comme **sacrée**, parce qu'elle est le berceau de la Vie, l'unique et fragile demeure des Hommes.

Jean-Claude PIERRE  
Conseiller économique et social de Bretagne